

Unité départementale du Haut-Rhin
2, place du Général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 08 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIVOM Mulhouse Sud Alsace - UIOM

25 avenue Kennedy
BP2287
68100 Mulhouse

Références : 0006702209_2025_09_25_UIOM_Sausheim_VIRejetsEaux
Code AIOT : 0006702209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 septembre 2025 dans l'établissement SIVOM Mulhouse Sud Alsace - UIOM implanté 1 route de Chalampé 68390 Sausheim. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrivait dans le cadre de l'action régionale portant sur les rejets eaux des établissements industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIVOM Mulhouse Sud Alsace - UIOM
- 1 route de Chalampé 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006702209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est une usine de valorisation énergétique (incinérateur de déchets non dangereux, DASRI, ...).

Référentiel utilisé :

- Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté n°2005-132-5 du 12 mai 2005 (arrêté codificatif et prescriptions complémentaires) pour l'exploitation d'une usine d'incinération de déchets non dangereux et déchets d'activités de soins à risques infectieux à Sausheim, par le SIVOM de l'agglomération mulhousienne.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Action régionale Rejets Eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Autosurveillance	AP Complémentaire du 12/05/2005, article 9.3.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Justification des dépassements	Arrêté Ministériel du 12/05/2005, article Article 7	Demande d'action corrective	3 mois
6	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 27	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Compatibilité milieu	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
4	Périodicité de	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mesures	12/05/2005, article 9.4.1	
7	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 22	Sans objet
8	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats révèlent quatre non-conformités.

En fonction des enjeux sont proposées une mise en demeure relatives au respect des valeurs limites d'émissions et au contrôle de recalage, une action corrective (justification des causes de dépassements et mesures correctives) ainsi qu'une demande de justificatif (compatibilité milieu) à fournir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : <i>La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.</i>
Constats : Il est constaté que l'exploitant a réalisé sa déclaration dès le 3 janvier 2025 (fin de déclaration initiale avant le 31 mars 2025) et a corrigé sa déclaration à la suite d'une erreur constatée sur le flux en CO ₂ le 5 mai 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : <i>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</i> -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à

l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/ CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;

-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

Il est constaté que l'exploitant a déclaré:

- les émissions chroniques dans l'air (pas d'émission accidentelles identifiées) ;

- les volumes d'eau prélevés ;

- la chaleur rejetée dans le milieu récepteur ;

- les quotas CO₂;

- les quantités de déchets dangereux et non dangereux générés et expédiés par l'établissement, il est constaté à ce titre que la déclaration comprend la nature du déchet (code déchet et dénomination), la quantité par nature du déchet, le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ainsi que le mode de valorisation ou d'élimination réalisée par cette entreprise, selon les codes spécifiques de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé ;

- les quantités de déchets dangereux et non dangereux entrants, répondant aux mêmes critères de déclarations que ceux générés et expédiés par l'établissement ;

- les substances rejetées (quantité est exprimée en flux), dont la cohérence a été vérifiée par sondage avec les déclarations GIDAF concernant les paramètres présents dans la déclaration et les quantités déclarées pour les paramètres DCO et Zinc dans les rejets d'eau de process vers la station de traitement des eaux usées.

L'exploitant n'a pas identifié, ni déclaré d'émission chronique ou accidentelle dans le sol tel qu'indiqué dans la prescription ci-dessus.

Cela n'appelle pas de remarques de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2005, article 9.3.1

Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance

Prescription contrôlée :

Les rejets dans une station d'épuration collective urbaine doivent satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

[...]

Les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine :

- débit maximal instantané pendant une période de 24 heures consécutives: 250 m³

- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) après traitement

[...]

A compter du 31 septembre 2005

Substances polluantes	Valeurs limites exprimées en moyenne sur 24 h consécutives pour des échantillons non filtrés	
	Concentration massiques (en mg/l)	Flux (en kg/j)
pH	compris entre 5,5 et 8,5	
Débit	250 m ³ /j	
MEST (1)	30	7.5
DCO (1)	125	30
COT (1)	40	10
Cyanures	0.1	0.025
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	5	1.25
Hydrocarbures totaux	5	1.25

Fluorures	12	3.75
Mercuré et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0.03	$7 \cdot 10^{-3}$
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	0.05	$12 \cdot 10^{-3}$
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0.05	$12 \cdot 10^{-3}$
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	0.1	$25 \cdot 10^{-3}$
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	0.2	0.05
Chrome hexavalent et ses composés (en Cr)	0.1	0.025
Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	0.5	0.125
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	0.5	0.125
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	0.5	0.125
Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	1.5	0.375
[...]		

(1) Des concentrations supérieures pourront être admises après la réalisation d'une étude de traitabilité des eaux industrielles de l'usine d'incinération par la station d'épuration urbaine de Sausheim. Les concentrations et les flux de la convention de raccordement pourront être considérées comme les valeurs limites de rejet à respecter.

[...]

Annexe 8 de l'arrêté du 12 janvier 2021:

VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS (VLE) DANS L'EAU

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Procédé	Unité	Valeur limite (1)
-----------	-------------	---------	-------	-------------------

Matières en suspension totales (MEST)	1305	Epuration des fumées	mg/l	30
[...]				
Carbone organique total (COT)	1841	Epuration des fumées	mg/l	40
[...]				
Métaux et métalloïdes				
As	1369	Epuration des fumées	mg/l	0,05
Cd	1388	Epuration des fumées	mg/l	0,03
Cr	1389	Epuration des fumées	mg/l	0,1
Cu	1392	Epuration des fumées	mg/l	0,15
Hg	1387	Epuration des fumées	mg/l	0,01
Ni	1386	Epuration des fumées	mg/l	0,15
Pb	1382	Epuration des fumées	mg/l	0,06
[...]				
Sb	1376	Epuration des fumées	mg/l	0,9
Tl	2555	Epuration des fumées	mg/l	0,03
Zn	1383	Epuration des fumées	mg/l	0,5

[...]				
PCDD/PCDF	7707	Epuration des fumées	ng I-TEQ/l	0,05

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective et sous réserve du respect de l'article R. 515-65 (III), l'arrêté préfectoral d'autorisation peut fixer une valeur limite de concentration n'excédant pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station. La valeur peut être différente après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

Article 21 de l'arrêté du 20 septembre 2002 susvisé:

Valeurs limites de rejet dans l'eau

Concernant les dispositions générales pour la fixation des valeurs limites d'émissions, les dispositions du premier alinéa l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

[...]

Article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé:

[...]

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

[...]

Constats :

La période considérée de l'autosurveillance est du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025.

Il est constaté sur cette période des dépassements sur les paramètres suivants à fréquence journalière (issus des données déclarées dans GIDAF ou à disposition de l'exploitant) :

- Volume (valeur limite: 250m³): septembre 2024 (96% des cas), octobre 2024 (96% des cas), novembre 2024 (97% des cas), décembre 2024 (97% des cas), janvier 2025 (96% des cas), février 2025 (96% des cas), mars 2025 (58% des cas), avril 2025 (63% des cas), mai 2025 (97% des cas), juin 2025 (57% des cas), juillet 2025 (58% des cas), août 2025 (87% des cas) ;
- pH (5,5<pH<8.5): novembre 2024 (27% des cas), février (30% des cas), mars 2025 (35% des cas), avril 2025 (53% des cas), mai 2025 (32% des cas), juin 2025 (50% des cas), juillet 2025 (32% des cas), août 2025 (13% des cas) ;
- MES (valeur limite démission: 30 mg/l, les valeurs considérées sont du 1^{er} janvier 2025 au 31 août 2025) : janvier 2025 (6% des cas), février 2025 (28% des cas), mars 2025 (16% des cas), avril 2025 (3% des cas), juin 2025 (10% des cas), juillet 2025 (29% des cas) et août 2025 (32% des cas).

Cela constitue des non-conformités, sauf en ce qui concerne les mois de janvier, avril et juin 2025 pour le paramètre MES compte-tenu de l'article 21 de l'arrêté du 2 février 1998.

Concernant le volume, l'exploitant indique que sa convention avec la station de traitement établit le volume à 400m³. Cependant, l'arrêté étant plus contraignant, c'est bien la valeur de 250m³ à

prendre en compte. Si l'exploitant désire augmenter le volume de rejet, il doit porter à la connaissance du préfet la demande de modification avec tous les éléments d'appréciation (notamment l'impact éventuel sur le milieu récepteur et/ou la station de traitement des eaux usées).

Concernant le pH, l'exploitant indique qu'il effectue une neutralisation des fumées acides à la chaux. Le système a connu des pannes et des encrassements, ce qui a nécessité une intervention physique et un déversement de chaux plus important que nécessaire, ce qui expliquerait ce pH plus élevé que 8,5.

Concernant les MES, l'exploitant indique que la plupart des matières en suspension sont originaires des eaux pluviales de voiries et qu'il considère en ce sens la convention de rejet (125mg/l). Il est rappelé que l'arrêté préfectoral fixe 30 mg/l pour l'intégralité des rejets de l'établissement contrairement à l'arrêté ministériel susvisé qui fixe 30 mg/l pour les eaux originaires du traitement de fumées.

Compte-tenu des éléments précités, ces non-conformités font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Il est constaté sur la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2025 des dépassements sur les paramètres suivants à fréquence mensuelle (issus des données déclarées dans GIDAF) :

- Mercure (VLE: 150µg/l): septembre 2024 (290 µg/l), octobre 2024 (1200 µg/l), novembre 2024 (480 µg/l), décembre 2024 (15 000 µg/l), janvier 2025 (330 µg/l), février 2025 (430 µg/l), avril 2025 (1200 µg/l), mai 2025 (850µg/l), juin 2025 (820 µg/l), juillet 2025 (170 µg/l), août 2025 (370 µg/l) ;
- Cadmium (VLE: 10 µg/l): septembre 2024 (43,2 µg/l), octobre 2024 (34,5 µg/l) ;
- Zinc (VLE: 60µg/l): octobre 2024 (1400 µg/l), novembre 2024 (61,1 µg/l) ;
- Cuivre (VLE: 100µg/l): décembre 2024 (235 µg/l), juin 2025 (523 µg/l), juillet 2025 (257µg/l) ;
- Plomb (VLE: 60µg/l): juin 2025 (436 µg/l), juillet 2025 (71,9 µg/l), août 2025 (112 µg/l).

Concernant le mercure, il est apparu au cours de l'inspection que les données rentrées sur la plateforme GIDAF étaient erronées au niveau de l'unité (déclaration en ng/l alors qu'attendu une valeur en µg/l). Tenant compte de ce facteur, aucune valeur n'est au-dessus de la valeur limite d'émission sur la période considérée.

Pour les autres paramètres (Cadmium, Zinc, Cuivre et Plomb), cela constitue des non-conformités. Cependant, pour les paramètres Cadmium, Cuivre et Zinc, l'exploitant a montré au moins une valeur mensuelle en deçà de la valeur limite d'émission depuis les dépassements constatés. Pour ces trois paramètres, il ne sera ainsi pas proposé de mise en demeure à ce stade mais sera suivie à travers une demande d'action corrective.

La non-conformité concernant le paramètre Plomb fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Périodicité de mesures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2005, article 9.4.1

Thème(s) : Actions régionales, Périodicité de mesures

Prescription contrôlée :

[...]

A compter du 31 septembre 2005,

<i>Situation du rejet</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Point de prélèvement</i>
<i>Vers station d'épuration collective urbaine</i>	<i>Débit pH Température COT (1)</i>	<i>en continu</i>	<i>Après traitement interne sortie établissement</i>
	<i>MES DCO (1)</i>	<i>journalière</i>	
	<i>Débit Température pH COT Hydrocarbures DCO DBO5 MES Métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn) Fluorures CN libres AOX</i>	<i>mensuelle (*)</i>	
	<i>Dioxines et furances</i>	<i>2 fois par an</i>	

(*) l'exploitant fait réaliser sur une période de 24h par un organisme extérieur les analyses des paramètres ci-dessus, sur un échantillon représentatif et proportionnel au flux.

[...]

Arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Annexe 1 - point 2.2.3. Surveillance des effluents aqueux

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Rejets résultant de l'épuration des fumées :

Paramètres	Fréquence	Norme (s)
Carbone organique total (COT)	En continu (2)	[...]
Matières en suspension totales (MEST)	Une fois par jour (1)	
As	Une fois par mois	
Cd		
Cr		
Cu		
Mo		
Ni		
Pb		
Sb		
Tl		
Zn		
Hg		
PCDD/PCDF		
(1) Les mesures quotidiennes sur échantillon composite proportionnel au débit sur 24 heures peuvent être remplacées par des mesures quotidiennes sur échantillon ponctuel. (2) Dans le cas où des difficultés sont rencontrées pour la mesure du COT en continu en raison de la présence de chlorures, la mesure de COT peut être réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.		

Constats :

Il est constaté que l'exploitant respecte les fréquences de surveillance les plus contraignantes imposées par l'arrêté du 12 mai 2005 et du 12 janvier 2021, à savoir:

Paramètre	Fréquence
<i>Débit</i> <i>pH</i> <i>Température</i> <i>COT</i> <i>MES</i> <i>DCO</i>	en continu
<i>Débit</i> <i>Température</i> <i>pH</i> <i>COT</i> <i>Hydrocarbures</i> <i>DCO</i> <i>DBO5</i> <i>MES</i> <i>Métaux (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni, Mo et Zn)</i> <i>Fluorures</i> <i>CN libres</i> <i>AOX</i>	mensuel
<i>PCDD/PCDF</i>	

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Justification des dépassements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2005, article Article 7
Thème(s) : Actions régionales, Justification des dépassements
Prescription contrôlée : <i>[...] En cas de dépassement des prescriptions, l'exploitant joindra les éléments de nature à expliquer les dépassements constatés et précisera les mesures prises pour remédier à cette situation. [...]</i>
Constats : <p>Il est constaté que l'exploitant justifie dans la section idoine de la plateforme GIDAF de motifs de non-conformité, accompagné de la nature de la non-conformité et des mesures correctives envisagées ou réalisées.</p> <p>Pour autant, les mesures correctives mises en place ne suffisent pas à éviter de nouveaux dépassements des valeurs limites sur les paramètres volume, pH, MES et ponctuellement sur certains métaux (cf. point de constat n°3). Cela constitue une non-conformité.</p> <p>L'exploitant indique être en cours d'étude avec l'organisme prestataire des solutions de prétraitement des eaux industrielles pour améliorer son système de traitement, dans un contexte où l'exploitant cherche également à diminuer ses rejets atmosphériques (cf. inspection du 20 mai</p>

2025). Compte-tenu des actions déjà engagées par l'exploitant et de l'absence de caractérisation d'un impact sur le milieu récepteur (cf. point de constat n°9), il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 27
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait de l'article 27: <i>Conditions générales de la surveillance des rejets</i> <i>Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ; - la réalisation de contrôles externes de recalage. <p>Article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998: [...] « S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coopération européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que les prélèvements et l'analyse des paramètres à fréquence mensuelle se font par un organisme accrédité pour le prélèvement et sous-traitant à un laboratoire agréé pour l'analyse des paramètres sur matrice "eaux résiduelles". En ce qui concerne l'autosurveillance en continu (pH, température, débit, MES, DCO, COT),</p>

l'exploitant n'a pas réalisé de contrôle de recalage au cours des deux dernières années. Ceci constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Existence d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 22
Thème(s) : Actions régionales, Existence d'un point de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"[...] Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et un point de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.). Ces points [...] permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ils doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]"</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le prélèvement est effectué dans la cuve des eaux usées avant évacuation. Ce prélèvement par pompage est ensuite amené via un tuyau dans un petit récipient comportant les sondes de pH, de température et de mesure des paramètres MES, COT et DCO en continu, dont l'échantillonnage est renouvelé en continu via ce pompage.</p> <p>En ce qui concerne le débit, il indique qu'il est réalisé par un débitmètre électromagnétique sur la conduite d'amenée des eaux usées dans la bache.</p> <p>Il indique enfin que la mesure mensuelle des autres paramètres, par un organisme extérieur, se fait à l'aide d'un préleveur asservi au débit dans les conditions précitées.</p> <p>Il est constaté que l'effluent est mesuré via un point de prélèvement d'échantillon et de point de mesure dans un effluent suffisamment homogène.</p> <p>Le point de prélèvement est aisément accessible et permet des intervention en toute sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions régionales, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait de l'article 20 de l'arrêté du 12 janvier 2021: <i>"Les prélèvements et la consommation d'eau des installations sont réglés par les dispositions des articles 14 à 17 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé."</i></p>

<p>Article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998: <i>"Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le point de contrôle n'a porté que sur le prélèvement d'eau de nappe. Il est constaté qu'un compteur d'eau totalisateur est présent sur ce prélèvement et est relevé par chaque équipe d'opérateurs, soit trois fois par jour. Le compteur indique 939 606m³ au moment de la visite. L'exploitant indique qu'il s'agit en réalité de 2 939 606m³, le compteur ayant déjà fait deux tours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Compatibilité milieu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 21</p>
<p>Thème(s) : Autre, Compatibilité milieu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extrait de l'article 21 de l'arrêté du 20 septembre 2002: [...] Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de : - compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ; [...]</p> <p>Article 22 de l'arrêté du 2 février 1998: [...] 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux. I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté qu'aucune étude de compatibilité avec le milieu récepteur n'a été transmise à l'Inspection. L'exploitant a transmis en 2022 une étude de compatibilité milieu de la station de traitement des eaux usées, concluant que l'ensemble des rejets de la STEU sur les paramètres considérés dans l'étude était compatible avec le milieu récepteur, sous-entendant que les rejets de l'établissement étaient ainsi compatibles avec le milieu récepteur (le Grand Canal d'Alsace). Il est rappelé que l'analyse de la compatibilité des rejets avec le milieu s'opère au travers d'un outil développé et mis à disposition par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et la DREAL Grand Est, tenant</p>

compte des rejets autorisés de l'établissement, des données du milieu (débit d'étiage de référence - QMNA₅, concentrations en amont lorsqu'elles sont connues) et des NQE (normes de qualité environnementale) fixées par la réglementation pour chaque paramètre (voir arrêté ministériel du 25 janvier 2010). Cet outil, ainsi que l'enregistrement d'un webinaire contenant une démonstration du fonctionnement de cet outil, sont consultables via le lien suivant : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/application-de-l-arrete-ministeriel-du-24-08-2017-a18170.html>
Compte-tenu des éléments précités (étude de la station de traitement des eaux usées) et de l'absence de caractérisation de l'incompatibilité des rejets de l'établissement avec le milieu récepteur, il n'est pas proposé à ce stade de mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier de la comptabilité milieu de ces rejets, en prenant en compte :

- l'intégralité des substance de l'annexe IV de l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux et l'annexe 8 de l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- de même, toutes les substances dont la surveillance a été abandonnée dans le cadre des précédentes démarches de recherche et de réduction des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ;
- les limites de quantifications dans l'évaluation de la comptabilité milieu, pour les substances indiquées "<LQ" ainsi que de les comparer aux limites de quantification actuelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois